

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.11
24 février 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 26 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. François-Xavier NGOUBEYOU

TABLE DES MATIERES */

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa cinquantième session	
A. <u>Résolutions</u>	
1994/1. Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés	3
1994/2. Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé	4

TABLE DES MATIERES (suite)

*/ Le document E/CN.4/1994/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatif à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/1994/L.11 et ses additifs.

ChapitrePageII. A. Résolutions (suite)

1994/3.	Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine	7
	Résolution A	7
	Résolution B	9
1994/4.	Processus de paix au Moyen-Orient	11
1994/5.	Situation en Palestine occupée	12
1994/6.	Question du Sahara occidental	15
1994/7.	Utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	17
1994/8.	Surveillance et soutien du passage à la démocratie en Afrique du Sud	18
1994/9.	Mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	20
1994/10.	Situation des droits de l'homme en Afrique du Sud	26

A. Résolutions

1994/1. Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant que, conformément au paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays,

Réaffirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au territoire palestinien et à tous les territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem,

Rappelant ses résolutions 1990/1 du 16 février 1990, 1991/3 du 15 février 1991, 1992/3 du 14 février 1992 et 1993/3 du 19 février 1993 dans lesquelles, notamment, elle a réaffirmé le caractère illégal des colonies israéliennes dans les territoires occupés,

Gravement préoccupée de ce que le Gouvernement israélien installe des colons dans les territoires occupés, ce qui est susceptible de modifier les caractéristiques physiques et la composition démographique de ces territoires,

Se félicitant des résultats positifs de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient réunie à Madrid le 30 octobre 1991, et en particulier de la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie, signée par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine le 13 septembre 1993, ainsi que de tous les efforts tendant à l'instauration d'un climat de paix et de stabilité au Moyen-Orient,

Prenant note du rapport que le Rapporteur spécial a présenté conformément à la résolution 1993/2A du 19 février 1993 (E/CN.4/1994/14) et dans lequel il fait état d'informations qui lui ont été fournies au sujet de la confiscation de terres par les autorités israéliennes avant et après la signature de la Déclaration de principes le 13 septembre 1993,

Convaincue que la cessation complète par Israël de sa politique d'implantation de colonies contribuerait de façon décisive, en particulier au stade actuel du processus de paix, à l'instauration d'un climat de paix et de stabilité,

1. Réaffirme que l'installation de civils israéliens dans les territoires occupés est illégale et constitue une violation des dispositions pertinentes de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949;

2. Regrette que le Gouvernement israélien ne se soit pas pleinement conformé aux dispositions des résolutions 1990/1, 1991/3, 1992/3 et 1993/3;

3. Demande instamment au Gouvernement israélien de s'abstenir totalement d'installer des colons dans les territoires occupés.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 49 voix contre une, avec une abstention, à l'issue d'un vote par appel nominal.]

1994/2. Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé

La Commission des droits de l'homme,

Profondément préoccupée par les souffrances de la population du territoire syrien et des autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967 et par la continuation de l'occupation militaire israélienne, ainsi que par la persistance des violations des droits de la population,

Rappelant la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date du 17 décembre 1981, dans laquelle le Conseil a notamment décidé que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le territoire syrien occupé des hauteurs du Golan était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et a exigé qu'Israël rapporte sans délai sa décision,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 36/226 B du 17 décembre 1981, ES-9/1 du 5 février 1982, 37/88 E du 10 décembre 1982, 38/79 F du 15 décembre 1983, 39/95 F du 14 décembre 1984, 40/161 F du 16 décembre 1985, 41/63 F du 3 décembre 1986, 42/160 F du 8 décembre 1987, 43/21 du 3 novembre 1988, 43/58 F du 6 décembre 1988, 44/2 du 6 octobre 1989, 45/74 F du 11 décembre 1990, 46/47 F du 9 décembre 1991, 47/70 F du 14 décembre 1992 et 48/41 D du 10 décembre 1993,

Rappelant également la résolution 3414 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1975, et les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée par lesquelles celle-ci a exigé notamment le retrait immédiat, inconditionnel et total d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967,

Rappelant en outre la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1974, relative à la définition de l'agression,

Réaffirmant de nouveau l'illégalité de la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé, qui a abouti à l'annexion effective de ce territoire,

Réaffirmant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible au regard des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies ainsi que des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, et que tous les territoires ainsi occupés par Israël doivent être restitués,

Prenant acte avec une profonde préoccupation du rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/48/557) et déplorant à cet égard le refus constant d'Israël de coopérer avec le Comité spécial et de le recevoir,

Exprimant sa vive inquiétude, après avoir examiné le rapport précité du Comité spécial, face aux violations flagrantes et persistantes des droits de l'homme commises par Israël dans le territoire syrien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, en dépit des résolutions par lesquelles le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont, à maintes reprises, demandé à Israël de mettre un terme à une telle occupation,

Réaffirmant ses décisions pertinentes précédentes, dont la plus récente est la résolution 1993/1 du 19 février 1993,

S'inspirant des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et eu égard en particulier à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, ainsi qu'aux dispositions pertinentes des Conventions de La Haye de 1899 et 1907,

1. Condamne fermement Israël, puissance occupante, pour son refus de respecter les résolutions applicables de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 497 (1981), par laquelle le Conseil a notamment décidé que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et a exigé qu'Israël, puissance occupante, rapporte sans délai sa décision;

2. Condamne la persistance d'Israël à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé et souligne que les personnes déplacées

de la population du Golan syrien occupé doivent être autorisées à rentrer dans leurs foyers et à recouvrer leurs biens;

3. Considère que toutes les mesures et actions législatives et administratives, actuelles et à venir, prises par Israël, puissance occupante, qui visent à modifier le caractère et le statut juridique du Golan syrien sont nulles et non avenues, constituent une violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et sont dénuées d'effet juridique;

4. Condamne énergiquement Israël pour ses tentatives d'imposer par la force la citoyenneté israélienne et le port de cartes d'identité israéliennes aux citoyens syriens du Golan syrien occupé, ainsi que pour la politique d'annexion, de création de colonies de peuplement, de confiscation de terres et de détournement des ressources en eau et de boycott des produits agricoles syriens qu'il pratique, et demande à Israël de renoncer à ses desseins de peuplement ainsi qu'à ses politiques à l'encontre des établissements universitaires, qui visent à servir les objectifs de l'occupation, ainsi qu'à ses mesures répressives à l'encontre de la population du Golan syrien occupé;

5. Engage une fois de plus les Etats Membres à ne reconnaître aucune des mesures et actions législatives ou administratives mentionnées dans la présente résolution;

6. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations humanitaires internationales et d'en assurer la plus large diffusion possible, ainsi que de lui faire rapport à sa cinquante et unième session;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session, en lui attribuant un rang de priorité élevé, la question intitulée "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine".

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 25 voix contre une, avec 25 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal.]

1994/3. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

A

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des buts et principes de la Charte des Nations Unies ainsi que des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme,o

S'inspirant également des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Prenant en considération les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et celles du Protocole additionnel I s'y rapportant, et les dispositions de la Convention IV de La Haye de 1907, ainsi que les principes du droit international affirmés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3 (I) du 13 février 1946, 95 (I) du 11 décembre 1946, 260 A (III) du 9 décembre 1948 et 2391 (XXIII) du 26 novembre 1968,

Rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Rappelant également les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les violations par Israël des droits de l'homme en Palestine occupée, depuis 1967 et jusqu'à ce jour,

Rappelant en outre les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Prenant acte avec satisfaction du rapport de M. René Felber, rapporteur spécial, sur la mission qu'il a accomplie conformément à la résolution 1993/2 A de la Commission, du 19 février 1993 (E/CN.4/1994/14),

Prenant acte également des rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires arabes occupés soumis à l'Assemblée générale depuis 1968,

Notant avec une vive préoccupation qu'Israël refuse toujours de respecter les résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme,

Se réjouissant de la signature par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre 1993, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie,

selon laquelle les violations des droits de l'homme cesseront avec le retrait complet des forces israéliennes du territoire palestinien occupé,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la question,

1. Regrette profondément la persistance de violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé depuis la signature de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre 1993;

2. Condamne les violations persistantes des droits de l'homme du peuple palestinien dans le territoire palestinien qu'Israël occupe par la force militaire, y compris Jérusalem, et en particulier, le fait que l'armée et les colons israéliens ouvrent le feu sur des civils palestiniens, faisant des morts et des blessés; l'imposition de mesures économiques restrictives; la démolition de maisons; l'expropriation de maisons; les châtiments collectifs; la détention arbitraire et l'internement administratif de milliers de Palestiniens sans procès; la confiscation des biens des Palestiniens; l'expropriation des terres; les obstacles aux voyages; la fermeture des universités et des écoles; la perpétration d'actes criminels de torture dans les prisons et les centres de détention; et l'établissement de colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé;

3. Demande une fois de plus à Israël, puissance occupante, de cesser toute forme de violation des droits de l'homme dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés et de respecter les fondements du droit international, les principes du droit humanitaire international et les obligations qu'il a contractées en vertu de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies;

4. Demande également à Israël de se retirer du territoire palestinien, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet, notamment à celles de la Commission des droits de l'homme;

5. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention du Gouvernement israélien et de tous les autres gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations humanitaires internationales, de la diffuser le plus largement

possible et de faire rapport sur son application par le Gouvernement israélien à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante et unième session;

6. Prie également le Secrétaire général de fournir à la Commission des droits de l'homme tous les rapports publiés par l'Organisation des Nations Unies entre les sessions de la Commission qui traitent des conditions dans lesquelles vivent, sous l'occupation israélienne, les citoyens du territoire palestinien et des autres territoires arabes occupés;

7. Décide d'examiner la question, à titre prioritaire, à sa cinquante et unième session.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 26 voix contre 3, avec 23 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal.]

B

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien et aux autres territoires arabes occupés, qui demandent qu'Israël s'engage à les respecter,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale sur l'applicabilité de la Convention au territoire palestinien occupé, dont l'Assemblée a invité instamment Israël à observer et respecter les dispositions,

Rappelant également les décisions de la Conférence internationale de la Croix-Rouge et de la Conférence internationale pour la protection des victimes de guerre concernant l'application de la Convention en toutes circonstances et les déclarations du Comité international de la Croix-Rouge qui condamnent les violations sérieuses et persistantes par Israël des dispositions de la Convention et le refus de ce pays de les appliquer dans les territoires occupés,

Rappelant en outre la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Tenant compte du fait que les Etats parties à la Convention s'engagent, conformément à son article premier, à la respecter et à la faire respecter en toutes circonstances,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la question,

1. Réaffirme que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au territoire palestinien et à tous les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et que le refus persistant d'Israël d'appliquer la Convention à ces territoires a conduit à la perpétration, par les autorités israéliennes, de graves violations des droits de l'homme des citoyens palestiniens, et invite Israël à se conformer à ses engagements internationaux, à respecter la Convention et à l'appliquer dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem;

2. Invite instamment, une fois de plus, tous les Etats parties à la Convention à n'épargner aucun effort pour faire en sorte que les autorités israéliennes d'occupation en respectent et en appliquent les dispositions dans le territoire palestinien et tous les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et à prendre toutes les mesures pratiques nécessaires pour assurer la protection internationale du peuple palestinien sous occupation, conformément aux dispositions de l'article premier et des autres articles pertinents de la Convention;

3. Condamne énergiquement, une fois de plus, le refus d'Israël d'appliquer la Convention à la Palestine et aux territoires arabes occupés depuis 1967 ainsi qu'à leurs habitants, sa politique de perpétration d'actes criminels de torture à l'encontre des détenus et prisonniers palestiniens dans les prisons et dans les camps de détention israéliens et son inobservation continue et délibérée des dispositions de la Convention, en violation des résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme;

4. Engage Israël à permettre à tous ceux qui ont été expulsés depuis 1967 de retourner dans leur patrie sans délai, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme;

5. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention du Gouvernement israélien et de tous les autres gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales, des organisations humanitaires internationales et des organisations non gouvernementales, et de rendre compte des progrès réalisés dans

son application par le Gouvernement israélien à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante et unième session;

6. Décide d'examiner la question, à titre hautement prioritaire, à sa cinquante et unième session.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 26 voix contre une, avec 25 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal.]

1994/4. Processus de paix au Moyen-Orient

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 48/58 de l'Assemblée générale relative au processus de paix au Moyen-Orient, adoptée le 14 décembre 1993,

Rappelant aussi la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Soulignant qu'un règlement global et durable du conflit au Moyen-Orient contribuera beaucoup à renforcer la paix et la sécurité internationales et est une condition indispensable à la promotion des droits de l'homme dans la région,

Rappelant la convocation à Madrid, le 30 octobre 1991, de la Conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient, sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date respectivement du 22 novembre 1967 et du 22 octobre 1973, et les négociations bilatérales qui ont suivi, ainsi que les réunions des groupes de travail multilatéraux, et notant avec satisfaction le large appui que le processus de paix rencontre dans la communauté internationale,

Notant que l'Organisation des Nations Unies continue de prendre part pleinement et de façon constructive aux activités des groupes de travail multilatéraux, en tant que participant extérieur à la région,

Ayant à l'esprit la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie, signée à Washington le 13 septembre 1993 par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine,

1. Souligne l'importance et la nécessité d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient;

2. Souligne que le plein respect des droits de l'homme dans la région passe par l'instauration d'une telle paix;

3. Accueille avec satisfaction le processus de paix engagé à Madrid et appuie les négociations bilatérales qui le suivent;

4. Appuie sans réserve les progrès réalisés à ce jour dans le processus de paix, en particulier la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie, signée par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, et l'Accord entre Israël et la Jordanie sur un calendrier commun, qui constituent un premier pas important vers l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, et engage toutes les parties à appliquer les accords conclus;

5. Considère que l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle constructif en participant activement au processus de paix au Moyen-Orient et en contribuant à l'application de la Déclaration de principes.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 48 voix contre 2, avec 2 abstentions.]

1994/5. Situation en Palestine occupée

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment des dispositions de ses Articles 1 et 55 qui affirment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et réaffirmant la nécessité de respecter scrupuleusement le principe que les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, consacré dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2625 (XXV) en date du 24 octobre 1970,

S'inspirant également des dispositions de l'article premier du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui affirment que tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes,

Prenant en considération les dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) en date du 14 décembre 1960,

S'inspirant des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, et en particulier des paragraphes 2 et 3 (partie I) consacrés au droit à disposer d'eux-mêmes de tous les peuples, spécialement les peuples assujettis à l'occupation étrangère,

Prenant note des résolutions du Conseil de sécurité 183 (1963) en date du 11 décembre 1963 et 218 (1965) en date du 23 novembre 1965, qui confirment l'interprétation du principe de l'autodétermination énoncé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV),

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 181 A et B (II) en date du 29 novembre 1947 et 194 (III) en date du 11 décembre 1948, ainsi que toutes les autres résolutions qui confirment et définissent les droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier son droit à disposer de lui-même sans ingérence étrangère et à établir un Etat indépendant sur son sol national, notamment les résolutions de l'Assemblée ES-7/2 en date du 29 juillet 1980 et 37/86 E en date du 20 décembre 1982,

Réaffirmant ses résolutions antérieures à ce sujet,

Ayant présents à l'esprit les rapports et recommandations du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien qui, de 1976 à 1993, ont été soumis au Conseil de sécurité par l'intermédiaire de l'Assemblée générale,

Réaffirmant le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même conformément à la Charte des Nations Unies, aux résolutions et déclarations pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et aux dispositions des pactes et instruments internationaux relatifs au droit à l'autodétermination en tant que principe international et en tant que droit de chacun des peuples du monde,

Exprimant sa profonde préoccupation face à l'obstination d'Israël à empêcher par la force le peuple palestinien de jouir de ses droits inaliénables, en particulier de son droit à l'autodétermination,

Rappelant que l'occupation étrangère, par les forces armées d'un Etat, du territoire d'un autre Etat constitue un obstacle et une atteinte grave aux droits de l'homme, comme il est affirmé au paragraphe 30 (partie I) de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, ainsi qu'un acte d'agression et un crime contre la paix et la sécurité de l'humanité, conformément à la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1974,

Se déclarant profondément préoccupée qu'aucune solution juste n'ait été apportée au problème de la Palestine, qui est au coeur du conflit arabo-israélien depuis 1948,

Accueillant avec satisfaction la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie signée par le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine le 13 septembre 1993, qui vise à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux, et au premier chef son droit à l'autodétermination, sans subir d'intervention extérieure,

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien à disposer de lui-même sans ingérence extérieure;

2. Demande à Israël de se conformer aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international et de se retirer du territoire palestinien et des autres territoires arabes qu'il occupe par la force militaire depuis 1967, y compris Jérusalem, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, de manière que le peuple palestinien puisse exercer son droit universellement reconnu à l'autodétermination;

3. Prie le Secrétaire général de transmettre le texte de la présente résolution au Gouvernement israélien et à tous les autres gouvernements, de veiller à ce qu'il soit diffusé le plus largement possible et de fournir à la Commission des droits de l'homme, avant la convocation de sa cinquante et unième session, toute information concernant l'application de la présente résolution par le Gouvernement israélien;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session le point intitulé "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère, ou à l'occupation étrangère" et d'examiner, à titre hautement prioritaire, la situation en Palestine occupée, dans le cadre de cette question.

30ème séance
18 février 1993

[Adoptée par 26 voix contre une, avec 25 abstentions, à l'issue d'un vote par appel nominal.]

1994/6. Question du Sahara occidental

La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné la question du Sahara occidental,

Réaffirmant le droit inaliénable de tous les peuples à

l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant ses résolutions antérieures, dont la dernière en date est la résolution 1993/17 du 26 février 1993,

Rappelant également l'accord de principe donné le 30 août 1988 par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y Río de Oro aux propositions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, dans le cadre de leur mission conjointe de bons offices,

Rappelant en outre les résolutions du Conseil de sécurité 621 (1988) du 20 septembre 1988, 658 (1990) du 27 juin 1990, 690 (1991) du 29 avril 1991 et 725 (1991) du 31 décembre 1991, relatives à la question du Sahara occidental,

Rappelant avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 6 septembre 1991, du cessez-le-feu au Sahara occidental, conformément à la proposition du Secrétaire général acceptée par les deux parties,

Prenant note de l'adoption de la résolution 809 (1993) par le Conseil de sécurité le 2 mars 1993,

Notant la lettre de la Présidente du Conseil de sécurité en date du 4 août 1993 adressée au Secrétaire général (S/26239),

Considérant que la tenue des pourparlers entre les deux parties à Laayoune du 17 au 19 juillet 1993 constitue un fait nouveau positif,

Ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/48/23 (Part. V), chap. IX),

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire général (A/48/426),

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général;

2. Rend hommage au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour leur action en vue du règlement de la question du Sahara occidental par la mise en oeuvre du plan de règlement;

3. Réaffirme son appui aux efforts que le Secrétaire général continuera de déployer en vue de l'organisation et du contrôle, par l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux résolutions 658 (1990) et 690 (1991) par lesquelles le Conseil de sécurité a adopté le plan de règlement de la question du Sahara occidental;

4. Fait sien le contenu de la lettre en date du 4 août 1993 (S/26239), adressée au Secrétaire général par la Présidente du Conseil de sécurité, par laquelle les membres du Conseil de sécurité, notamment, appuient sans réserve les efforts que déploie le Secrétaire général pour faire avancer rapidement les préparatifs du référendum conformément à la résolution 809 (1993) du Conseil, notent que la Commission d'identification a commencé ses travaux préparatoires, se félicitent que les deux parties aient réaffirmé leur volonté d'appliquer le plan de paix dans sa totalité, et en particulier qu'elles aient réagi de façon encourageante à sa proposition de compromis concernant l'interprétation et l'application des critères, et partagent l'espoir du Secrétaire général de voir les pourparlers directs entre les deux parties reprendre bientôt;

5. Rappelle que l'Assemblée générale a prié le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la situation au Sahara occidental, en ayant à l'esprit le processus référendaire en cours, et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-neuvième session;

6. Décide de suivre l'évolution de la situation au Sahara occidental et d'examiner la question à sa cinquante et unième session, en lui attribuant un rang de priorité élevé, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère, ou à l'occupation étrangère".

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée sans vote.]

1994/7. Utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant les buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies concernant le strict respect de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des Etats et l'autodétermination des peuples ainsi que la nécessité de respecter scrupuleusement le principe de l'abstention du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, tels qu'ils sont développés dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale],

Constatant qu'il est fait appel à des mercenaires aux fins d'activités qui violent lesdits principes,

Inquiète de la tendance persistante à mener des activités internationales illégales dans le cadre desquelles des mercenaires participent à la perpétration d'actes de violence qui portent atteinte à l'ordre constitutionnel des Etats,

Préoccupée par la grave menace que l'intensification des activités de mercenaires constitue pour de nombreux Etats, d'Afrique en particulier,

Gravement préoccupée par les pertes en vies humaines, les dégâts matériels et les conséquences néfastes pour l'économie des Etats touchés, en Afrique australe et ailleurs,

Convaincue qu'il est nécessaire de développer la coopération internationale entre Etats pour prévenir, réprimer et punir les infractions de ce genre,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1994/23) sur l'utilisation de mercenaires, en particulier de l'inquiétude qui y est exprimée au sujet de la poursuite des activités de mercenaires au mépris de la résolution 1993/5 de la Commission en date du 19 février 1993;

2. Réaffirme que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires devraient être considérés comme des infractions qui préoccupent très sérieusement tous les Etats;

3. Prie instamment tous les Etats d'interdire aux mercenaires de se servir d'une partie quelconque de leur territoire pour déstabiliser un Etat souverain;

4. Invite tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à envisager de prendre rapidement des mesures pour ratifier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, ou pour y adhérer;

5. Prie le Rapporteur spécial de lui faire rapport, lors de sa cinquante et unième session, sur tous faits nouveaux concernant l'utilisation de mercenaires où que ce soit dans le monde;

6. Demande instamment à tous les Etats de prêter leur concours au Rapporteur spécial pour l'accomplissement de son mandat;

7. Prie le Rapporteur spécial de formuler des recommandations concrètes quant aux moyens efficaces de lutter contre les activités de mercenaires;

8. Prie le Secrétaire général d'apporter au Rapporteur spécial toute l'aide dont il aura besoin pour s'acquitter de son mandat.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée par 35 voix contre une, avec 15 abstentions.]

1994/8. Surveillance et soutien du passage à la démocratie en Afrique du Sud

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 1992/6 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 21 août 1992,

Prenant note de la résolution 1993/45 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1993, dans laquelle le Conseil a autorisé la Sous-Commission à confier à Mme Judith Sefi Attah le soin de présenter chaque année un rapport sur le passage à la démocratie en Afrique du Sud,

Ayant à l'esprit la résolution 48/1 de l'Assemblée générale, en date du 8 octobre 1993, concernant la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud et la résolution 48/159, du 20 décembre 1993, concernant l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale, dans laquelle l'Assemblée a demandé à tous les gouvernements

de respecter scrupuleusement l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes imposé par le Conseil de sécurité,

Se félicitant des progrès accomplis à ce jour par le Gouvernement sud-africain dans la préparation des premières élections non raciales,

Ayant examiné le rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1993/11/Add.1) qui met en relief le chemin déjà parcouru par le Gouvernement sud-africain et les obstacles probables à un passage sans heurts à la démocratie en Afrique du Sud,

Inquiète du danger constitué par la persistance de la violence et de l'intolérance politique qui pourraient empêcher le passage sans à-coups à la démocratie,

Consciente des autres obstacles à une démocratisation harmonieuse de l'Afrique du Sud, parmi lesquels figure le legs de l'apartheid qui a privé la majorité des Africains de l'égalité d'accès à la réalisation de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1993/11/Add.1) sur l'évolution favorable de l'Afrique du Sud;
2. Souligne qu'il importe de lever tous les obstacles au passage à la démocratie en Afrique du Sud;
3. Souligne également la nécessité pour le Gouvernement sud-africain de créer des conditions d'ensemble favorables à la réalisation par l'individu de ses droits économiques, sociaux et culturels et à l'exercice de ses droits civils et politiques;
4. Demande à tous les Etats d'appliquer rigoureusement l'embargo sur les livraisons d'armes décrété par le Conseil de sécurité à l'égard de l'Afrique du Sud jusqu'à ce que le Conseil en décide autrement;
5. Approuve toutes les recommandations contenues dans le rapport du Rapporteur spécial et prie le Secrétaire général d'en assurer la prompte application;
6. Demande au Centre pour les droits de l'homme de mettre son programme de services consultatifs et d'assistance technique à la disposition du Gouvernement démocratiquement élu de l'Afrique du Sud, sur la demande de ce dernier;

7. Prie le Rapporteur spécial d'accomplir en 1994 deux missions en Afrique du Sud pour continuer à mieux comprendre tout le processus de passage à la démocratie dans ce pays et de lui faire rapport à sa cinquante et unième session;

8. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat;

9. Décide, compte tenu de l'évolution de la situation en Afrique du Sud, de substituer au point de l'ordre du jour intitulé : "Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste de l'Afrique du Sud" un autre point libellé ainsi : "Surveillance et soutien du passage à la démocratie en Afrique du Sud";

10. Décide aussi d'examiner les questions qui seront soulevées dans le rapport du Rapporteur spécial à sa cinquante et unième session, au titre de ce nouveau point de l'ordre du jour.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée sans vote.]

1994/9. Mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant l'obligation qui incombe aux Etats, en vertu de la Charte des Nations Unies, de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant sa conviction que le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid sont la négation même des buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Réaffirmant sa ferme intention et sa volonté résolue de parvenir à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme sous toutes ses formes, de la discrimination raciale et de l'apartheid,

Rappelant sa résolution 1993/11 du 26 février 1993,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression

du crime d'apartheid et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée le 14 décembre 1960 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973, relative à la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et 38/14 du 22 novembre 1983, relative à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Rappelant les deux Conférences mondiales de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenues à Genève en 1978 et en 1983,

Se félicitant des résultats de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, et en particulier de l'attention accordée au Programme d'action pour l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie, et de l'intolérance qui leur est associée,

Se félicitant également de la décision du Conseil économique et social de nommer un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui leur est associée,

Tenant compte des mesures prises par les autorités sud-africaines en vue d'abroger ou de modifier les principales lois qui constituaient les fondements du système d'apartheid, ainsi que des progrès réalisés sur la voie de l'édification d'une Afrique du Sud démocratique, non fondée sur des préjugés raciaux et unie,

Convaincue de la nécessité d'assurer et d'appuyer la transition pacifique vers une société non raciale et démocratique en Afrique du Sud,

Réaffirmant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale à sa seizième session extraordinaire, le 14 décembre 1989, qui contient des lignes directrices concernant les moyens de mettre fin à l'apartheid,

Notant avec une vive préoccupation que, en dépit des efforts de la communauté internationale, deux Décennies de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas atteint leurs principaux objectifs et que

des millions d'êtres humains continuent, de nos jours encore, d'être victimes de diverses formes de racisme, de discrimination raciale et d'apartheid,

Considérant qu'il importe, le cas échéant, de renforcer la législation et les institutions nationales ayant pour objet de promouvoir l'harmonie raciale,

Consciente de l'importance et de l'ampleur du phénomène des travailleurs migrants, ainsi que des efforts déployés par la communauté internationale pour améliorer la protection des droits de l'homme des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Rappelant l'adoption par l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Consciente que les populations autochtones sont parfois victimes de formes particulières de racisme et de discrimination raciale,

Se félicitant de la résolution 48/91 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, par laquelle l'Assemblée générale a décidé de proclamer une troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale commençant en 1993 et d'adopter le Programme d'action proposé pour la troisième Décennie,

Prenant acte de la note du Secrétaire général (E/CN.4/1994/63), transmettant le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

1. Déclare que toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, notamment les formes institutionnalisées, telles que l'apartheid, ou celles qui découlent de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciales, comptent parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain et doivent être combattues par tous les moyens;

2. Félicite tous les Etats qui ont ratifié les instruments internationaux visant à lutter contre le racisme et la discrimination raciale ou y ont adhéré;

3. Lance un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envisagent de ratifier les instruments internationaux pertinents, d'y adhérer et de les mettre en oeuvre, en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement;

4. Exhorte tous les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les nouvelles formes du racisme, en particulier en adaptant constamment les méthodes utilisées pour les combattre;

5. Invite tous les gouvernements et les organisations internationales et non gouvernementales à multiplier et à intensifier leurs activités de lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid et à accorder secours et assistance aux victimes de ces fléaux;

6. Invite le Secrétaire général à entreprendre des actions pour coordonner tous les programmes actuellement mis en oeuvre par les organes de l'Organisation des Nations Unies en vue de la réalisation des objectifs de la troisième Décennie;

7. Prie le Secrétaire général de continuer à accorder une attention particulière à la situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille et d'inclure régulièrement dans ses rapports des éléments d'information complets concernant ces travailleurs;

8. Prie également le Secrétaire général de poursuivre l'étude des effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités et les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi, et de soumettre, notamment, des recommandations concrètes sur la mise en oeuvre de mesures destinées à combattre les effets de cette discrimination;

9. Invite tous les Etats Membres à envisager, à titre prioritaire, de signer et de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou d'y adhérer, pour que celle-ci puisse entrer bientôt en vigueur;

10. Engage le Secrétaire général, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées ainsi que tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales compétentes à accorder une attention particulière à la situation des populations autochtones dans le cadre de leurs activités relatives à la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie;

11. Prie le Secrétaire général de procéder dans les meilleurs délais à la publication et à la diffusion du recueil révisé de lois-cadres dont les gouvernements pourraient s'inspirer pour promulguer de nouvelles lois contre la discrimination raciale;

12. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à accélérer l'établissement des matériels et aides pédagogiques visant à promouvoir les activités d'enseignement, de formation et d'éducation sur les droits de l'homme et contre le racisme et la discrimination raciale, en mettant l'accent en particulier sur les activités au niveau de l'enseignement primaire et secondaire;

13. Regrette que certaines des activités prévues pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'aient pas encore été exécutées faute de ressources suffisantes;

14. Demande à la communauté internationale de fournir au Secrétaire général des ressources financières permettant une action efficace contre le racisme et la discrimination raciale;

15. Invite tous les gouvernements, les organismes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à participer pleinement à la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

16. Considère que les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sont indispensables à la mise en application du Programme;

17. Lance un appel pressant, en conséquence, à tous les gouvernements, organisations et particuliers en mesure de le faire pour qu'ils versent des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale et, à cet effet, prie le Secrétaire général de continuer à prendre les contacts et les initiatives nécessaires pour encourager le versement de contributions;

18. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que les ressources financières nécessaires à l'exécution des activités de la troisième Décennie soient fournies pendant l'exercice biennal 1994-1995;

19. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/48/423);

20. Recommande que les activités mentionnées dans le rapport du Secrétaire général soient entreprises au cours de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et soient réexaminées à mi-parcours;

21. Se réjouit de la création d'un point focal au sein du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, qui sera chargé d'examiner les informations concernant les activités menées dans le cadre de la troisième Décennie et de formuler des recommandations concrètes sur les activités à entreprendre;

22. Prie le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme un rapport annuel détaillé sur :

a) Toutes les activités des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées en analysant les informations reçues sur ces activités qui concernent la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

b) Les mesures à prendre en vue d'améliorer la coordination des activités du Programme d'action ou de compléter, en se fondant sur les débats en plénière, le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

23. Rappelle l'importance d'accorder la priorité la plus élevée aux activités du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui visent à suivre la transformation du régime d'apartheid en une société non raciale en Afrique du Sud;

24. Invite tous les gouvernements à encourager de nouveaux changements positifs en Afrique du Sud sur la base des lignes directrices énoncées dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, notamment en adoptant des mesures efficaces visant à appuyer et à assurer la transition pacifique vers une société non raciale et démocratique en Afrique du Sud;

25. Décide d'examiner à sa cinquante et unième session, à titre de question hautement prioritaire, la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

30ème séance
18 février 1994

[Adoptée sans vote.]

1994/10. Situation des droits de l'homme en Afrique du Sud

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 1989/5 du 23 février 1989, 1990/26 du 27 février 1990, 1991/21 du 1er mars 1991, 1992/19 du 28 février 1992 et 1993/9 du 26 février 1993,

Rappelant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution S-16/1 du 14 décembre 1989, dont il y a lieu d'appliquer pleinement les dispositions,

Rappelant également le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/48/22), le quatrième rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration (A/48/691), ainsi que ses rapports sur la coordination de la conduite des organismes des Nations Unies dans les questions ayant trait à l'Afrique du Sud (A/48/467 et Add.1) et sur des mesures concertées et efficaces en vue de l'élimination de l'apartheid (A/46/499),

Ayant examiné le rapport provisoire du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1994/15),

Se félicitant de l'évolution politique positive qui s'est produite dans le cadre de la reprise des négociations multipartites prévoyant la tenue d'élections du 26 au 28 avril 1994 et l'instauration du Conseil exécutif transitoire, la mise au point de la constitution de la période transitoire et les mesures à prendre par la suite pour mettre sur pied la Commission électorale indépendante et l'Office indépendant de radiotélédiffusion,

Se félicitant également de l'approbation par les parties aux négociations multipartites de la constitution de la période transitoire et du projet de loi électorale,

Notant avec satisfaction que dans la constitution de la période transitoire, il a été fait mention du grand nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Notant que si des mesures positives ont été prises par les autorités sud-africaines, notamment l'abrogation de lois fondamentales sur l'apartheid et la révision des textes législatifs sur la sécurité, de gros obstacles s'opposent encore à l'instauration d'un climat propice à une activité politique libre,

Notant aussi que si le Gouvernement sud-africain a pris des mesures positives pour changer le système d'éducation fondé sur des préjugés raciaux, de nombreux obstacles demeurent encore,

Sérieusement préoccupée de constater que la poursuite de la violence continue de menacer et de saper le processus de transformation pacifique du pays par la voie des élections pacifiques prévues du 26 au 28 avril 1994,

Soulignant la nécessité d'étoffer et de renforcer les mécanismes créés en Afrique du Sud en vertu de l'Accord national de paix et mettant l'accent sur la nécessité pour toutes les parties de coopérer dans la lutte contre la violence, de faire preuve de modération et de participer aux élections prochaines,

Se félicitant de l'adoption du paragraphe 16 de la première partie et du paragraphe 19 de la deuxième partie de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, dans lesquels la Conférence mondiale s'est félicitée des progrès accomplis en vue de démanteler l'apartheid et a déploré les actes continus de violence visant à miner la recherche du démantèlement pacifique de l'apartheid,

Se félicitant aussi de l'attention accrue que la communauté internationale porte à la question de la violence en Afrique du Sud, et plus particulièrement du déploiement en Afrique du Sud d'observateurs de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth et de l'Union européenne, pour servir les fins de l'Accord national de paix et des élections prochaines,

Se félicitant en outre de l'évolution positive tendant à accorder la citoyenneté aux habitants des prétendus "homelands", tout en notant qu'il reste encore à mettre pleinement en oeuvre des réformes visant à les intégrer dans le cadre juridique, politique et administratif de l'Afrique du Sud;

Préoccupée par le fait que la détention sans inculpation demeure possible en droit, par exemple en vertu des articles 29 et 50 de la loi sur la sécurité interne ainsi qu'en vertu de la loi sur la sûreté publique,

Soulignant qu'il importe de soumettre au contrôle du Conseil exécutif transitoire le pouvoir confié au Ministre de l'ordre public de proclamer un état de troubles et d'imposer une réglementation d'exception,

Profondément préoccupée par le fait que certains partis de droite, la Freedom Alliance et certains territoires ont menacé de boycotter les prochaines élections,

Sérieusement troublée par les inégalités économiques et sociales en Afrique du Sud et par les répercussions négatives cumulatives de l'apartheid sur les droits économiques, sociaux et culturels de la majorité de la population d'Afrique du Sud, en particulier par ses effets néfastes sur les femmes et les enfants,

Se félicitant des négociations couronnées de succès entre le Gouvernement sud-africain et les principales parties intéressées en vue d'arrêter les modalités pour l'élaboration d'une constitution non raciale, démocratique, et la création du Conseil exécutif transitoire,

Reconnaissant le rôle important que la communauté internationale et le Centre pour les droits de l'homme pourraient jouer en aidant le nouveau gouvernement et le peuple sud-africain à surmonter l'héritage d'apartheid et à promouvoir le respect de tous les droits de l'homme, y compris des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux,

1. Prend note du rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et félicite le Groupe pour sa mise à jour de la documentation sur la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud;

2. Réaffirme son soutien à la lutte légitime menée par le peuple sud-africain pour éliminer complètement l'apartheid par des moyens pacifiques, ainsi que son droit d'instaurer un régime démocratique, non fondé sur des préjugés raciaux, compatible avec la Charte internationale des droits de l'homme;

3. Invite les autorités sud-africaines à exercer effectivement leurs responsabilités concernant le maintien de l'ordre, à mettre fin à la violence, à poursuivre les responsables et à protéger tous les citoyens, quelle que soit leur affiliation politique;

4. Invite également toutes les parties à s'abstenir de commettre de nouveaux actes de violence;

5. Prie instamment le Gouvernement sud-africain d'appliquer sans restriction les recommandations de la Commission d'enquête sur les actes de violence et d'intimidation (Commission Goldstone) et de coopérer avec cette Commission afin de lui permettre de poursuivre son enquête sur le fonctionnement et les activités des forces de sécurité et autres formations armées;

6. Félicite le Secrétaire général des mesures prises pour s'attaquer aux problèmes concernant les élections prévues du 26 au 28 avril 1994

et l'invite à accélérer la planification d'urgence touchant le rôle de l'Organisation des Nations Unies;

7. Appuie les recommandations du Secrétaire général tendant à déployer des observateurs en Afrique du Sud afin de favoriser la réalisation des objectifs de l'Accord national de paix et le prie instamment de continuer à s'attaquer à tous les problèmes notés dans ses rapports qui relèvent de la compétence de l'Organisation des Nations Unies;

8. Prie instamment toutes les parties d'appliquer d'urgence l'accord tendant à accorder sans conditions une amnistie générale à toutes les personnes condamnées pour leurs activités de lutte contre l'apartheid considérées comme ayant été motivées par des raisons politiques;

9. Engage la communauté internationale à soutenir et renforcer le rôle des groupes humanitaires et de défense des droits de l'homme en prêtant une assistance aux victimes de l'apartheid et aux prisonniers politiques libérés et en contrôlant la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud;

10. Prie instamment les autorités sud-africaines de prendre sans retard les mesures juridiques et administratives nécessaires pour abolir rapidement et sans conditions le système des "bantoustans" et tous les "homelands" restants et les réintégrer dans l'Afrique du Sud, et de veiller à ce que les populations de ces territoires puissent participer librement aux élections et que tous les partis politiques puissent mener une campagne électorale sans craindre d'intimidation;

11. Prie instamment aussi les autorités sud-africaines de veiller à ce qu'aucun parti ne soit autorisé à troubler le processus démocratique préalable aux élections prévues du 26 au 28 avril 1994 et que des bureaux de vote soient installés en nombre suffisant sur l'ensemble du territoire sud-africain;

12. Prie instamment aussi les autorités sud-africaines de s'attaquer sérieusement et de toute urgence au problème des paysans sans terre et des inégalités flagrantes inscrites dans le régime foncier afin de créer un climat propice à une stabilité durable en Afrique du Sud;

13. Prie instamment une fois de plus les autorités sud-africaines d'abroger les lois d'apartheid discriminatoires qui demeurent en vigueur, d'adopter les mesures juridiques et administratives nécessaires pour remédier aux inégalités économiques et sociales tenaces et de mettre en oeuvre et faire appliquer, sans plus tarder, cette législation dans les secteurs de

l'éducation, de la santé, du logement, de la protection sociale, des travaux ménagers et agricoles;

14. Invite le nouveau gouvernement sud-africain à adopter et ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme importants, dont la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, outre ceux qu'il a déjà signés;

15. Demande le remplacement du système d'éducation actuellement en vigueur par un système non fondé sur des préjugés raciaux;

16. Engage la communauté internationale à soutenir, par des mesures appropriées, le processus délicat et critique de transition en cours en Afrique du Sud;

17. Lance à nouveau un appel à tous les gouvernements pour qu'ils respectent pleinement l'embargo obligatoire sur les armes et prie le Conseil de sécurité de continuer à surveiller de près l'application de cet embargo tel qu'il a été décidé par le Conseil dans ses résolutions 418 (1977) du 4 novembre 1977, 558 (1984) du 13 décembre 1984 et 591 (1986) du 28 novembre 1986;

18. Prie instamment toutes les parties en Afrique du Sud, y compris celles qui n'ont pas pleinement participé aux négociations multipartites, de respecter les accords qui y ont été conclus, de réaffirmer leur attachement aux principes démocratiques, de prendre part aux élections et de ne résoudre les problèmes en suspens que par des moyens pacifiques;

19. Engage instamment la communauté internationale, à la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 48/1 du 8 octobre 1993, à répondre généreusement et positivement à l'appel de la population sud-africaine en lui fournissant une aide à la reconstruction économique du pays et à veiller à ce que la nouvelle Afrique du Sud démarre sur une base économique solide;

20. Appuie les efforts déployés par le Secrétaire général ainsi que par toutes les parties concernées pour mettre effectivement en application les plans touchant le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le processus électoral, en coordination avec les missions d'observateurs de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth, de l'Union européenne et d'organisations non gouvernementales;

21. Prie instamment le Gouvernement sud-africain, ainsi que toutes les parties, de créer un appareil judiciaire équitable et impartial et de réorganiser, développer et former une nouvelle force de police, dont le rôle essentiel serait de maintenir l'ordre public;

22. Demande instamment au Centre pour les droits de l'homme de répondre en temps voulu, suivant les directives du Secrétaire général, aux besoins d'une situation en évolution en Afrique du Sud pendant la période de transition, conformément aux résolutions 47/116 A et 48/159 A de l'Assemblée générale, en date respectivement des 18 décembre 1992 et 20 décembre 1993;

23. Demande l'abolition définitive des articles 29 et 50 de la loi sur la sécurité interne et des autres règlements répressifs qui demeurent en vigueur, tels que la loi sur la sûreté publique de 1953, qui sont incompatibles avec la nouvelle société démocratique sud-africaine;

24. Prie le Centre pour les droits de l'homme de mettre à la disposition du nouveau gouvernement et du peuple sud-africains son expérience en matière de services consultatifs pour aider à la mise au point d'un programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, visant à promouvoir le respect de tous les droits de l'homme, à surmonter l'héritage de l'apartheid, à accroître les moyens d'action des membres des communautés défavorisées, en prêtant tout particulièrement attention aux femmes et aux enfants, et à renforcer les institutions démocratiques, en particulier par l'éducation, la formation et l'information;

25. Demande aux organes et organismes des Nations Unies de contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et du développement économique et social, y compris du programme de l'Organisation internationale du Travail afin de modifier la législation du travail pour la rendre conforme aux normes internationales du travail;

26. Demande au Groupe spécial d'experts, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid et autres organes d'enquête et de surveillance, de continuer d'examiner la situation concernant les violations des droits de l'homme en Afrique du Sud, notamment les allégations de torture, de mauvais traitements et de décès de détenus, d'atteintes aux droits syndicaux, ainsi que la situation des femmes et des enfants;

27. Se félicite de l'invitation faite par le Gouvernement sud-africain au Groupe spécial d'experts de se rendre en Afrique du Sud dans le courant de

l'année pour recueillir des informations de particuliers et d'organisations en vue d'évaluer la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud;

28. Prie les autorités sud-africaines de garantir un accès libre et confidentiel à tout particulier et organisation et de s'engager fermement à faire en sorte que toute personne ou organisation qui témoignerait soit à l'abri de toute poursuite officielle;

29. Demande au Groupe spécial d'experts de soumettre un rapport préliminaire à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session.

31ème séance
18 février 1994

[Adoptée sans vote.]
